

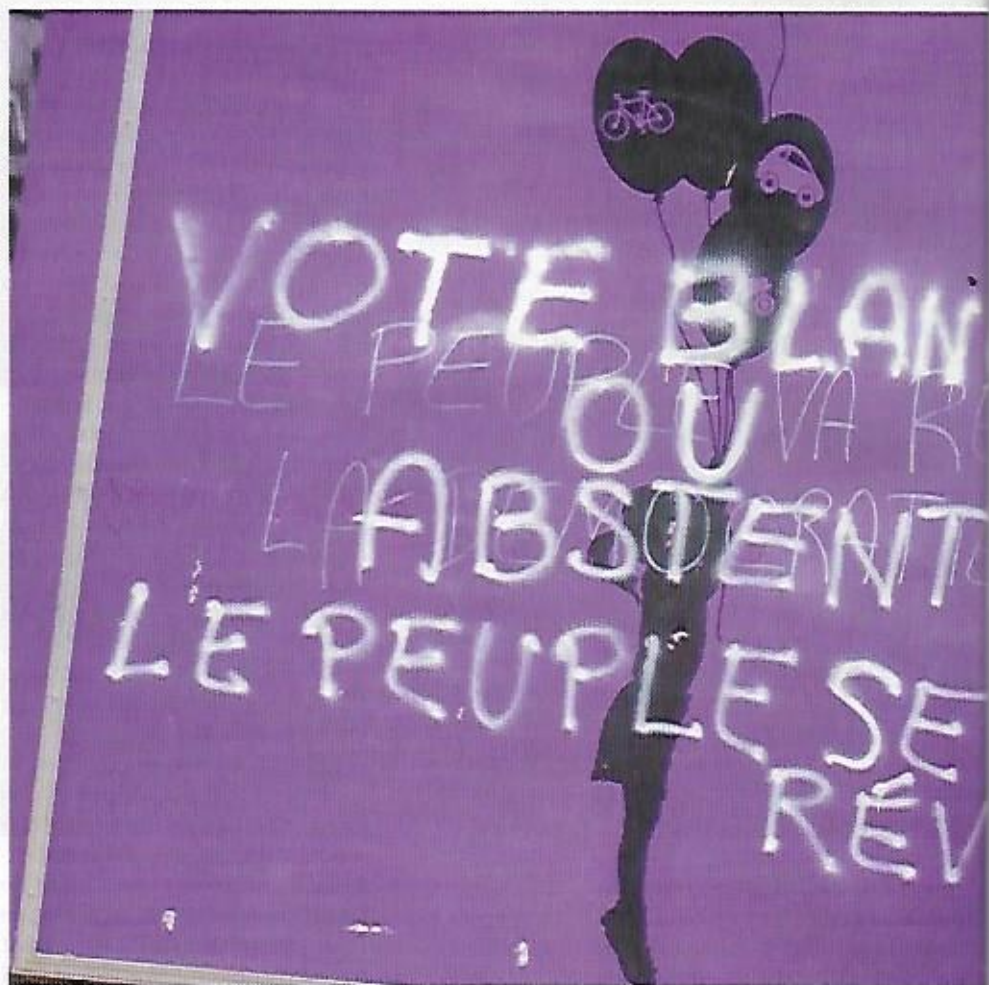
"LA DIMENSION MONARCHIQUE NOTRE SYSTEME EST REMISE EN QUESTION"

PAR MICHEL WINOCK

Plus que jamais, le regard de l'historien s'impose pour essayer de nous aider à comprendre les violentes secousses que subit aujourd'hui la vie politique française, ballottée entre décomposition et recomposition. Nous avons demandé à Michel Winock, à l'occasion de la parution de la somme de ses textes consacrée à l'histoire de la France républicaine des origines à nos jours, son analyse de cette élection présidentielle.

Marianne : Les sondages semblent anticiper un taux d'abstention record. Jamais, selon les instituts, les Français n'ont été aussi indécis si près d'un scrutin présidentiel. Vous-même, avez-vous le sentiment d'assister à la pire des campagnes présidentielles de la V^e République ?

Michel Winock : Le taux d'abstention au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 pourrait dépasser 30 %. Ce serait effectivement un record, que détenait jusqu'à présent l'élection de 2002, avec plus de 28 %. Cela voudrait dire que l'abstentionnisme, qui progresse en France



UNE ABSTENTION RECORD ANNONCÉE
Plus de 30 % des électeurs pourraient ne pas se déplacer pour le premier tour de la présidentielle.

depuis une trentaine d'années, affecterait aussi les présidentielles qui, à part l'exception de 2002, étaient jusque-là épargnées : 20 % en 2012, 16 % en 2007. Quant à l'indécision très forte chez les électeurs prêts à voter, elle relève du caractère particulier de la confrontation de 2017. Nombre d'électeurs de droite sont troublés par « l'affaire Fillon » et nombre d'électeurs de gauche par la division profonde du PS après la primaire de janvier. Pour beaucoup,

la solution pourrait être de voter Macron. Mais ce candidat, par sa jeunesse, par sa transgression du clivage gauche-droite, par les incertitudes sur le « avec qui gouvernerait-il ? », laisse dans les esprits des électeurs potentiels une certaine perplexité : près de la moitié d'entre eux disent qu'ils peuvent encore changer d'avis, alors que Le Pen et Fillon disposent d'une base de conviction plus solide (entre 75 et 80 % d'électeurs déterminés).

QUE DE EN CAUSE"



COMPILATION
La France républicaine. Histoire politique XIX-XXI^e siècle, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1312 p., 32 €.

Est-ce pour autant la pire des campagnes présidentielles ? Peut-être, mais n'oublions pas 2002. Un candidat de droite, Jacques Chirac, traînant des casseroles sonores qui le placent sous la menace des juges – et qualifié par la presse de « Super Menteur ». Un émiettement suicidaire des candidats de gauche, la présence toujours tonitruante de Jean-Marie Le Pen... Au total, 16 candidats qualifiés, et au final du premier tour aucun d'eux qui n'aie

atteint les 20 % tandis que Le Pen est désigné pour le second tour. La cuvée 2017 est déconcertante, mais celle de 2002 était, elle, affligeante.

Comment analysez-vous aujourd'hui le fossé entre « les élites » et « le peuple » qui a semblé se creuser au fil des années ?

Y a-t-il aujourd'hui plus d'écart entre les élites et le peuple que sous le président René Coty ou sous le général de Gaulle ? J'en doute. Les tendances oligarchiques de notre République démocratique ont toujours été. Ce qui a changé, c'est qu'il existe aujourd'hui une demande sociale et politique nouvelle, une volonté ou un désir de participation dans une société qui, depuis les débuts de la V^e République, a évolué en profondeur. Un seul chiffre peut l'illustrer : en 1959, première année de la V^e République, 40 000 élèves sont reçus au baccalauréat ; en 2012, 610 000. Parallèlement, on a assisté à une démocratisation des comportements, à une libéralisation des conduites qui ont sapé le modèle hiérarchique et patriarcal de la société : chacun veut avoir droit à la parole. La représentation politique semble confinée dans un milieu homogène qui se reproduit par endogamie : ce n'est pas vraiment nouveau mais les citoyens d'aujourd'hui en ont pris conscience et le dénoncent. La révolution de la communication développe des relations horizontales qui, de leur côté, remettent en cause l'ordre vertical de jadis. Tous ces changements en profondeur font émerger une nouvelle conscience démocratique. Jusqu'à présent, la République gouvernait selon les règles de la démocratie gouvernée, pour reprendre une formule de Georges Burdeau (on élit des représentants qui gouvernent en attendant les prochaines élections) ; on est en train d'assister à la demande de plus en plus forte d'une démocratie gouvernante (dans laquelle les citoyens participent d'une manière ou d'une autre à l'élaboration de la loi).

« Pourquoi un président de la République ? » vous demandez-vous dans votre somme parue dans la collection « Bouquins ». Mais ne vivons-nous pas aujourd'hui le moment d'une désacralisation inédite de la fonction, et de la figure, présidentielle ?

Oui, la dimension monarchique de notre système politique est remise en cause. On en comprend la nécessité en 1958, en pleine guerre d'Algérie, face à laquelle le régime parlementaire de la IV^e République s'est révélé incapable de toute solution. Il fallait alors renforcer le pouvoir exécutif, et de Gaulle a mis en œuvre cette nécessité. Dès 1964, Mitterrand, dans un brillant essai, *le Coup d'Etat permanent*, dénonçait ce mode de pouvoir présidentiel qui ne respectait même pas la Constitution. Arrivé au pouvoir en 1981, il ne changea rien aux habitudes de ses prédécesseurs. Il faut aujourd'hui en finir avec cette « monarchie élective », comme disait le Général, ou monarchie républicaine. Le prochain président pourrait commencer par appliquer les articles 20 et 21 de la Constitution qui font du Premier ministre le chef du gouvernement qui « détermine et conduit la politique de la nation ».

Dans un autre de vos textes, vous analysez « l'agonie de la IV^e République ». Compte tenu du climat politique actuel, diriez-vous que la V^e République est entrée dans une crise qui peut anticiper sa fin ? Voyez-vous venir cette VI^e République, plus participative, demandée par beaucoup ?

Pourquoi changer le numéro de la République ? Ce slogan est une autre manière d'affaiblir le fait républicain, le régime républicain qui a eu tant de mal à s'imposer en France. Nous sommes désormais en République, et notre Constitution est réformable, révisable, amendable. Il faut assurer une continuité tout en transformant >

> et en démocratisant les institutions. Les Américains ont ajouté 27 amendements à leur Constitution, sans avoir besoin de fonder une II^e République !

Le thème de la morale, de la probité, de la vertu dans la vie politique est devenu central dans cette campagne électorale. Qu'est-ce que cette obsession inspire à l'historien ?

Les rapports entre la morale et la politique sont un grand sujet. On se souvient de la grande opposition au XVI^e siècle entre Erasme, défendant le principe d'un prince chrétien, et Machiavel, qui préconisait la rupture entre la politique et la religion, la politique et la morale. Le prince pouvait, dans l'intérêt général, ne pas respecter la morale commune : la ruse, le mensonge, voire le crime étaient des instruments de gouvernement nécessaires et, du reste, constatés dans la réalité. Nous ne sommes plus au XVI^e siècle mais dans une société démocratique. L'exigence de la probité ne concerne pas l'art de gouverner, mais l'honnêteté des élus : la condamnation par l'opinion de l'enrichissement personnel dans une fonction politique. La vertu – dont Montesquieu faisait le « principe de la démocratie » – n'est pas une politique ; c'est une exigence éthique pour chaque élu.

La République s'est structurée sur le clivage gauche-droite. Emmanuel Macron prétend le dépasser d'une manière inédite, semble-t-il. Comment identifiez-vous ce nouveau personnage politique ? Son dépassement du clivage gauche-droite conduit-il forcément au péril de retomber dans les ornières de la IV^e République ?

Emmanuel Macron incarne une nouvelle forme de centrisme. Historiquement, le centrisme a toujours échoué, à moins qu'on ne qualifie de centriste Valéry Giscard d'Estaing, mais il représentait plutôt, à mon sens, une famille de la droite, la branche libérale ; il ne recrutait pas dans l'électorat de gauche. Si Macron



IL NE FAUT PAS S'ILLUSIONNER : UNE DÉMOCRATIE A BESOIN DE GRANDS PARTIS DISCIPLINÉS... JE VOIS MAL NOTRE VIE POLITIQUE POSSIBLE SANS EUX.

est élu, on peut imaginer qu'il soit, après les législatives, contraint à des gouvernements de coalition. Ce peut être, effectivement, une sorte de retour à la IV^e : des majorités instables, des coalitions incertaines, et le discrédit du régime. On peut aussi imaginer d'autres formes de coalition, fondées, selon l'idée de Pierre Mendès France, sur des contrats de législature : une majorité se forme sur des alliances qui, malgré les divergences, scellent un pacte d'unité pour cinq ans.

Cette campagne marque l'affaiblissement des deux grands partis de gouvernement traditionnels, PS et LR.

Au regard de l'Histoire, ces partis sont-ils mortels ?

On peut déjà s'attendre à l'éclatement du PS. En son sein, au moins deux tendances contradictoires ont toujours existé. Disons, un socialisme de contestation ou de fidélité aux origines (lutte des classes, rupture avec le capitalisme, référence à Epinay...). Déjà, en 1900, Jaurès et Guesde débattaient sur les « deux méthodes » du socialisme. Mais cette tension continue n'empêchait pas le maintien de l'unité. C'était surtout grâce à des fédérateurs de grand talent, de Léon Blum à François Mitterrand, et même avec le premier secrétaire François Hollande si habile en « motions de synthèse ».

Nous en sommes au point où cimenter les tendances dans un seul parti ne semble plus possible. En bonne logique des événements de la campagne (le refus de tant d'élus socialistes de soutenir Benoît Hamon) mais aussi de l'action des frondeurs contre le gouvernement Valls, on en déduit une scission inévitable. La droite du parti pourrait changer de nom, et le PS, derrière Hamon, tenter de survivre malgré la concurrence de l'extrême gauche mélenchonienne.

A droite, LR, malgré ses divisions, ses contradictions internes, a plus de chances de se maintenir. Une victoire de Fillon en serait la garantie. La droite est moins soumise à l'impératif idéologique que la gauche, de sorte que ses divisions sont moins profondes et les ralliements au vainqueur, plus faciles – ceux de Sarkozy, de Juppé et de tant d'autres depuis la primaire de la droite. En revanche, une défaite de Fillon pourrait entraîner une cassure profonde dans le parti. Mais, contrairement à ce que certains souhaitent, il ne faut pas s'illusionner : une démocratie a besoin de grands partis, et de grands partis disciplinés. Il leur faudra se reformer, se réformer, se redresser, mais je vois mal comment serait possible notre vie politique sans eux. Ils ne sont pas les seules instances, les seuls acteurs de la politique mais, comme l'écrivait Léon Blum, ils en sont les instruments nécessaires. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BOU